

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 196

[S-C — 29575]

**9 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
arrétant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret (I) de la Communauté française du 5 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Communauté française du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, notamment l'article 7;

Vu le décret (II) de la Commission communautaire du 8 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret (II) de la Commission communautaire française du 8 juillet 1993 portant création d'une société de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, notamment l'article 8;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, donné le 28 octobre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vertu de l'article 7, alinéa 1er, du décret constituant la base juridique du présent arrêté, celui-ci doit être adopté dans le mois suivant l'entrée en vigueur du décret;

Considérant que les besoins immédiats de financement de la Communauté française, auxquels il sera notamment pourvu par l'emprunt qui sera contracté par la société dont le présent arrêté arrête les statuts, nécessitent son adoption immédiate;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, en date du 6 novembre 1993;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dénomination, objet, siège, durée*

Article 1er. La société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois, ci-après « la société », a pour mission exclusive d'assurer, sans but de lucre, l'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par la Communauté française, à l'exclusion de l'enseignement supérieur, qui sont situés dans le ressort territorial de la Région de Bruxelles-Capitale et dont la liste est dressée par arrêté distinct du Gouvernement.

Par décision du conseil d'administration, la société peut :

1° étendre sa mission à la gestion, à l'acquisition, à la construction, aux travaux de modernisation, d'agrandissement, d'aménagement et d'entretien des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné, à l'exclusion de l'enseignement supérieur ainsi qu'au premier équipement de ceux-ci;

2° à cet effet, acquérir des bâtiments scolaires affectés à l'enseignement officiel subventionné, à l'exclusion de l'enseignement supérieur;

3° assurer la gestion des bâtiments scolaires des provinces et des communes situés dans son ressort lorsque ces dernières lui en confient la gestion par convention.

4° assurer la gestion des bâtiments scolaires de la province de Brabant situés dans son ressort, lorsque ceux-ci seront transférés à la Commission communautaire française.

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans les locaux de la Commission communautaire française.

Il peut être déplacé, sur décision du conseil d'administration, dans le ressort territorial de la société.

Aucun loyer ne peut être dû pour l'occupation de l'immeuble affecté au siège social.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

CHAPITRE II. — *Composition et fonctionnement*

Art. 4. L'exercice social correspond à l'année civile.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le premier exercice social commence le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté et se termine le 31 décembre 1993.

Dans le courant du dernier trimestre de l'exercice, le conseil d'administration définit le programme de ses activités pour l'exercice suivant.

Dans le courant du premier trimestre suivant la fin de l'exercice social, le conseil d'administration approuve le rapport d'activités de l'année écoulée et le transmet à chacun des Gouvernements et des personnes publiques intéressées.

Art. 5. Le conseil d'administration est composé comme suit :

1° des représentants du Gouvernement de la Communauté française dont le nombre est fixé en application de l'article 6;

2° de sept représentants du Collège de la Commission communautaire française;

3° d'éventuels représentants d'autres pouvoirs publics conformément à l'article 6.

A l'exception éventuelle d'un administrateur de la Communauté française, les administrateurs sont domiciliés dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 6. Aussi longtemps que la mission de la société n'est pas étendue à d'autres pouvoirs publics, le nombre de représentants de la Communauté française est fixé à six.

Il y a un administrateur par pouvoir public associé, sans que leur nombre puisse excéder trois.

Lorsque le nombre des pouvoirs publics associés est supérieur à trois, les trois administrateurs qui les représentent sont désignés par une assemblée à laquelle participent deux représentants de chacun des pouvoirs publics associés.

Les administrateurs représentant les pouvoirs publics remplacent des administrateurs de la Communauté française dans l'ordre inverse de leur désignation.

Art. 7. Le conseil d'administration se réunit valablement si la moitié de ses membres sont présents ou représentés.

Si cette condition n'est pas remplie, le président ou, en son absence, le vice-président, convoque une nouvelle réunion par écrit.

Les décisions qui seront prises lors de celle-ci seront valables quel que soit le nombre des administrateurs présents.

Art. 8. Lors de sa première réunion, le conseil d'administration élit un président et un vice-président et désigne un secrétaire qui est le fonctionnaire le plus élevé en grade de l'administration de la Commission communautaire française.

Le vice-président remplace le président absent.

Le président est choisi parmi les administrateurs désignés par le Collège de la Commission communautaire française.

Le vice-président est choisi parmi les administrateurs désignés par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 9. L'assemblée visée à l'article 6, alinéa 3, se réunit pour la première fois dans le mois qui suit la notification au président de la société de l'adhésion d'un quatrième pouvoir public visé à l'article 5, alinéa 1er, 3°.

Chaque fois qu'un nouveau pouvoir public devient associé, elle se réunit dans la quinzaine qui précède chaque réunion du conseil d'administration.

Chacun de ces pouvoirs publics délègue deux représentants à l'assemblée, qui ont voix délibérative.

L'assemblée est convoquée par le secrétaire de la société et présidée par le président ou, en son absence, le vice-président de la société. Ceux-ci ont seulement voix consultative.

Lors de la première réunion de l'assemblée, il est procédé à la majorité des représentants présents à l'élection des trois représentants des pouvoirs associés au conseil d'administration. En cas de parité de voix, le représentant de l'entité territoriale concernée qui compte le moins d'habitants n'est pas élu.

Le mandat des représentants visés à l'alinéa 5 est, au minimum, d'un an. Tant que la composition de la société ne change pas, celui-ci est prolongé, d'office, d'année en année. Si la composition de la société est modifiée, il est procédé à une nouvelle élection conformément à l'alinéa 5.

Art. 10. Le mandat des administrateurs est d'une durée maximum de six ans mais expire de plein droit, au plus tard six mois après le renouvellement intégral des assemblées dont le pouvoir exécutif qu'ils représentent est issu.

Les administrateurs peuvent être remplacés par le pouvoir public qui les a désignés.

Sont démis d'office les administrateurs qui :

1° cessent d'être domiciliés dans leur région, sans préjudice de l'article 5, alinéa 2;

2° comptent plus de trois absences injustifiées sur l'exercice.

Le conseil d'administration se prononce sur les motifs d'absence.

En cas de démission, d'office ou volontaire, de révocation ou de décès d'un administrateur en cours de mandat, le pouvoir public concerné désigne immédiatement un remplaçant. Ce dernier achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 11. Chaque administrateur dispose d'une voix.

Néanmoins, procuration peut être donnée en cas d'absence. Chaque administrateur ne peut être porteur que d'une procuration.

En cas de parité, la voix du président est prépondérante, sans préjudice des règles de majorité spéciale prévues par les décrets.

En l'absence du président, le vice-président a voix prépondérante.

Art. 12. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins tous les deux mois, sur la convocation du président, du vice-président ou de quatre administrateurs.

Art. 13. § 1er. Les personnes chargées de la gestion journalière par le règlement d'ordre intérieur sont autorisées à administrer, engager et représenter la société pour tous les actes se rapportant à son objet.

La société est valablement engagée par deux signatures, celle du président ou du vice-président, et celle d'une des personnes chargées de la gestion quotidienne.

- § 2. La décision d'introduire une action en justice au nom de la société est valablement prise par le conseil d'administration.

Par dérogation, à l'alinéa 1er, le président ou, en son absence, le vice-président, intente les actions en référé et les actions possessoires, en ce compris les demandes de suspension portées devant le Conseil d'Etat.

Dans les mêmes conditions, ils représentent la société en justice, soit en demandant soit en défendant. Ils font tous actes conservatoires ou interruptifs de prescription et de déchéance.

Les décisions prises conformément aux alinéas 2 et 3 sont ratifiées par le conseil d'administration dès sa prochaine réunion.

Art. 14. Les actes de la société sont conservés au siège de la société, sous la responsabilité du secrétaire.

Art. 15. Le conseil d'administration peut conclure avec le Gouvernement de la Communauté française une convention réglant les modalités de mise à disposition du personnel de la Communauté française nécessaire à l'accomplissement des missions de la société.

Art. 16. Chaque année et pour le 15 novembre au plus tard, le projet de budget de l'année suivante, divisé en dépenses d'investissement et en dépenses de fonctionnement, est établi.

Une situation périodique de la trésorerie et des engagements est établie chaque trimestre.

Le budget et les comptes sont dressés conformément au plan comptable arrêté par le Gouvernement de la Communauté française, de l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française.

Les comptes de la société sont ouverts auprès d'une institution bancaire désignée par le Collège de la Commission communautaire française.

Art. 17. Les actes suivants sont notamment soumis à l'approbation du conseil d'administration :

- 1° les situations périodiques trimestrielles;
- 2° toutes opérations susceptibles d'engendrer une dépense de plus de deux cent mille francs;
- 3° toutes questions relatives au personnel mis à disposition de la société.

Art. 18. Le conseil d'administration arrête son règlement d'ordre intérieur, qui prévoit au moins :

- 1° le mode de fonctionnement du conseil d'administration;
- 2° son mode de convocation et de délibération;
- 3° la publicité des actes du conseil d'administration;
- 4° la périodicité de ses réunions, sans préjudice de l'article 10;
- 5° la désignation des personnes déléguées à la gestion journalière et les modalités d'exercice de cette délégation.
- 6° le mode de fonctionnement de l'assemblée visée aux articles 6, alinéa 3, et 7;
- 7° son mode de convocation et de délibération.

Art. 19. Les membres du conseil d'administration et les commissaires ont droit au remboursement des frais réellement exposés par eux conformément aux dispositions applicables aux agents de rang 13 de l'Etat.

Art. 20. Les émoluments éventuels des administrateurs et des Commissaires seront à charge du budget de la société.

CHAPITRE III. — Modifications statutaires

Art. 21. Les modifications aux présents statuts décidées par le conseil d'administration statuant à la majorité absolue des membres présents et des représentants présents de la Communauté française sont soumises à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française sur avis conforme du Collège de la Commission communautaire française.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 22. Le premier conseil d'administration est composé des membres suivants :

1° désignés par le Gouvernement de la Communauté française :

- M. René Robbrecht;
- Mme Nathalie de T'Serclaes;
- Mme Viviane Jacobs;
- M. Paul Moens;
- M. Dominique Harmel;
- M. Alain Laurent;

2° désignés par le Collège de la Commission communautaire française :

- M. Serge Moureaux;
- M. Alain Hutchinson;
- M. Philippe Smits;
- M. Guy Vlaemynck;
- M. Michel Peffer;
- M. Hervé Feuillien;
- M. Christos Doulkeridis.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 24. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 novembre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education,
E. DI RUPO

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 196

9 NOVEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de statuten van de publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de Brusselse schoolgebouwen

[S-C — 29575]

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet (I) van de Franse Gemeenschap d.d. 5 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs, inz. artikel 7;

Gelet op het decreet (I) van de Gemeenschapscommissie d.d. 8 juli 1993 betreffende de overdracht van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet (II) van de Franse Gemeenschapscommissie d.d. 8 juli 1993 houdende oprichting van een publiekrechtelijke maatschappij belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs, inz. artikel 8;

Gelet op het eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie d.d. 28 oktober 1993;
Gelet op de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, inz. artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat krachtens artikel 7, 1e lid, van het decreet dat als juridische grondslag voor dit besluit dient, dit moet genomen worden binnen de maand volgend op de inwerkingtreding van het decreet;

Overwegende dat de onmiddellijke behoeften aan financiering van de Franse Gemeenschap waarin o.m. voorzien wordt door de lening, aangegaan door de maatschappij waarvan dit besluit de statuten vastlegt, vereisen dat het onmiddellijk genomen wordt;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 6 november 1993;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Benaming, doel, zetel, duur*

Artikel 1. De publiekrechtelijke maatschappij voor het beheren van de Brusselse schoolgebouwen, hierna « de maatschappij » genoemd, heeft uitsluitend tot opdracht, de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs, behalve van het hoger onderwijs, die gelegen zijn op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en waarvan de lijst opgenomen is in een afzonderlijk besluit van de Regering, zonder winsttoegmerk te beheren.

Bij beslissing van de raad van bestuur kan de maatschappij :

1° haar opdracht uitbreiden tot het beheer, de aankoop, de bouw, de modernisering, uitbreiding en inrichting en het onderhoud van de schoolgebouwen van het officieel gesubsidieerd onderwijs, behalve het hoger onderwijs, en de eerste uitrusting ervan;

2° daartoe schoolgebouwen bestemd voor het officieel gesubsidieerd onderwijs, behalve het hoger onderwijs, aankopen;

3° schoolgebouwen van de provincies en gemeenten in haar ambtsgebied beheren wanneer deze haar dat beheer bij overeenkomst toevertrouwen;

4° schoolgebouwen van de provincie Brabant, die in haar ambtsgebied gelegen zijn, beheren behalve wanneer ze overgedragen worden aan de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De maatschappelijke zetel van de maatschappij is gevestigd in de lokalen van de Franse Gemeenschapscommissie.

Hij kan bij beslissing van de raad van bestuur verplaatst worden binnen het ambtsgebied van de maatschappij.

Er wordt voor het betrekken van het gebouw waar de maatschappelijke zetel gevestigd is, geen huur gevraagd.

Art. 3. De maatschappij is voor onbepaalde duur opgericht.

HOOFDSTUK II — *Samenstelling en werking*

Art. 4. Het maatschappelijk jaar valt samen met het kalenderjaar.

In afwijking hiervan begint het eerste maatschappelijk jaar de dag van inwerkingtreding van dit besluit; het neemt op 31 december 1993 een einde.

In het laatste kwartaal van het jaar bepaalt de raad van bestuur het programma van zijn werkzaamheden voor het volgend jaar.

In het eerste kwartaal na het einde van het dienstjaar keurt de raad van bestuur het activiteitenverslag van het afgelopen jaar goed en zendt het dat verslag over aan elke betrokken regering en rechtspersoon.

Art. 5. De raad van bestuur is samengesteld als volgt :

1° vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap waarvan het aantal bepaald wordt overeenkomstig artikel 6;

2° zeven vertegenwoordigers van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° eventueel vertegenwoordigers van andere overheden, overeenkomstig artikel 6

Behalve eventueel een bestuurder van de Franse Gemeenschap, zijn de bestuurders woonachtig in het tweetalig Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 6. Zolang de opdracht van de maatschappij niet tot andere overheden is uitgebreid, is het aantal vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap vastgesteld op 6.

Voor elke geassocieerde overheid is er een bestuurder, met een maximum van drie.

Wanneer er meer dan drie geassocieerde overheden zijn, worden de bestuurders die ze vertegenwoordigen, aangewezen door een vergadering waaraan twee vertegenwoordigers van elke geassocieerde overheid deelnemen.

De bestuurders die de overheden vertegenwoordigen, vervangen bestuurders van de Franse Gemeenschap in de omgekeerde volgorde van hun aanstelling.

Art. 7. De raad van bestuur vergadert geldig als de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Zoniet belegt de voorzitter of, bij diens ontstentenis, de ondervoorzitter schriftelijk een nieuwe vergadering, waarvan de beslissingen geldig zijn ongeacht het aantal aanwezigen.

Art. 8. Op zijn eerste vergadering verkiest de raad van bestuur een voorzitter en een ondervoorzitter en wijst hij een secretaris aan, m.n. de hoogste ambtenaar in graad van het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie.

De ondervoorzitter vervangt de afwezige voorzitter.

De voorzitter wordt gekozen onder de beheerders aangewezen door het College van de Franse Gemeenschapscommissie, de ondervoorzitter onder de beheerders aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 9. De in artikel 6, 3e lid, bedoelde vergadering komt eerst bijeen in de maand na de kennisgeving, aan de voorzitter van de maatschappij, van de toetreding van een 4e overheid bedoeld in artikel 5, 1e lid, 3°.

Telkens als een overheid geassocieerd wordt, komt de vergadering bijeen binnen de twee weken vóór elke vergadering van de raad van bestuur.

Elk van die overheden zendt naar de vergadering twee stemgerechtigde vertegenwoordigers.

De vergadering wordt belegd door de secretaris van de maatschappij en voorgezeten door de voorzitter of, bij diens ontstentenis, door de ondervoorzitter van de maatschappij. Dezen hebben raadgevende stem.

Op de eerste vergadering worden, bij meerderheid van de aanwezige vertegenwoordigers, de drie vertegenwoordigers van de geassocieerde overheden in de raad van bestuur gekozen. Bij staking van stemmen wordt de vertegenwoordiger van de betrokken territoriale eenheid met het kleinste aantal bewoners niet verkozen.

Het mandaat van de in het 5e lid bedoelde vertegenwoordigers duurt minstens één jaar. Zolang de samenstelling van de maatschappij niet verandert, wordt het automatisch van jaar tot jaar verlengd; wordt ze wel gewijzigd, dan komt er een nieuwe verkiezing overeenkomstig het 5e lid.

Art. 10. Het mandaat van de bestuurders duurt ten hoogste zes jaar, maar verstrijkt van rechtswege uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de vergaderingen waaruit de uitvoerende macht die zij vertegenwoordigen voortvloeit.

Bestuurders kunnen vervangen worden door de overheid die ze aangesteld heeft.

Het mandaat van bestuurders die :

- 1° niet langer in hun gewest woonachtig zijn, onverminderd artikel 5, 2e lid;
 - 2° meer dan driemaal zonder wettige reden afwezig zijn tijdens het dienstjaar, vervalt van rechtswege.
- Over de reden van een afwezigheid spreekt de raad van bestuur zich uit.

Bij ontslag van rechtswege, ontslagneming, afzetting of overlijden van een bestuurder tijdens zijn mandaat wijst de betrokken overheid onmiddellijk een plaatsvervanger aan, die het mandaat van zijn voorganger voleindigt.

Art. 11. Elke bestuurder heeft één stem. Hij kan evenwel één volmacht geven als hij afwezig is.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend, onverminderd de regels waarin de decreten voorzien m.b.t. een bijzondere meerderheid.

Wanneer de voorzitter afwezig is, heeft de ondervoorzitter een doorslaggevende stem.

Art. 12. De raad van bestuur komt bijeen telkens als het belang van de maatschappij zulks vereist, en alleszins om de twee maanden ten minste, op bijeenroeping door de voorzitter, de ondervoorzitter of 4 bestuurders.

Art. 13. § 1. De personen, belast met het dagelijks bestuur door het huishoudelijk reglement, mogen de maatschappij beheren, verbinden en vertegenwoordigen voor alle handelingen m.b.t. haar doel.

De maatschappij wordt geldig verbonden door twee handtekeningen : die van de voorzitter of ondervoorzitter en die van een der personen, belast met het dagelijks bestuur.

§ 2. De beslissing, namens de maatschappij een rechtsvordering in te dienen, wordt geldig genomen door de raad van bestuur.

In afwijking van het 1e lid stelt de voorzitter of, bij diens ontstentenis, de ondervoorzitter de vorderingen in kortgeding en de bezitsvorderingen in, met inbegrip van de aanvragen om opschorting door de Raad van State.

Onder dezelfde voorwaarden vertegenwoordigen zij de maatschappij voor het gerecht, als eiser of als verweerder. Zij verrichten alle conservatoire handelingen en handelingen tot opschorting van verjaring of verval.

De krachtens het 2e en het 3e lid genomen beslissingen worden door de raad van bestuur op zijn eerstvolgende vergadering bekrachtigd.

Art. 14. De akten van de maatschappij worden, onder de verantwoordelijkheid van de secretaris, ten zetel van de maatschappij bewaard.

Art. 15. De raad van bestuur kan met de Regering van de Franse Gemeenschap een overeenkomst sluiten m.b.t. de terbeschikkingstelling van personeelsleden van de Franse Gemeenschap voor het volbrengen van de opdrachten van de maatschappij.

Art. 16. Elk jaar, uiterlijk tegen 15 november, wordt de ontwerpbegroting voor het volgend jaar, verdeeld in investerings- en werkingsuitgaven, opgemaakt.

Elk kwartaal wordt een periodieke staat van de thesaurie en de vastleggingen opgemaakt.

De begroting en de rekeningen worden opgemaakt volgens het boekhoudplan, vastgelegd door de Regering van de Franse Gemeenschap, op eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissies.

De rekeningen van de maatschappij worden geopend bij een door voormeld college aangewezen bankinstelling.

Art. 17. Ter goedkeuring worden o.m. volgende akten de raad van bestuur voorgelegd :

- 1° driemaandelijke periodieke staten;
- 2° verrichtingen die een uitgave van min. 200 000 frank teweegbrengen;
- 3° alle kwesties betreffende het ter beschikking van de maatschappij gestelde personeel.

Art. 18. De raad van bestuur legt zijn huishoudelijk reglement vast, dat o.m. voorziet in :

- 1° de werkwijze van de raad van bestuur;
- 2° de wijze waarop hij bijeengeroepen wordt en beslissingen neemt;
- 3° de openbaarheid van de akten van de raad;
- 4° de regelmaat van zijn vergaderingen, onverminderd artikel 10;
- 5° de aanstelling van personen voor het dagelijks bestuur en de wijze van uitoefening van die gedelegeerde bevoegdheid;
- 6° de werkwijze van de vergadering bedoeld in de artikel 6, 3e lid, en 7°;
- 7° de wijze waarop die vergadering bijeengeroepen wordt en beslissingen neemt.

Art. 19. De leden van de raad van bestuur en de commissarissen hebben recht op terugbetaling van hun werkelijke kosten overeenkomstig de bepalingen, toepasselijk op de rijksambtenaren van rang 13.

Art. 20. De eventuele bezoldiging van bestuurders en commissarissen komt ten laste van de begroting van de maatschappij.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de statuten*

Art. 21. De wijziging van deze statuten bij beslissing van de raad van bestuur, genomen bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden en vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap, wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd op eensluidend advies van de Franse Gemeenschapscommissie.

HOOFDSTUK IV — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 22. De eerste raad van bestuur omvat volgende leden :

1° aangesteld door de regering van de Franse Gemeenschap :

- de heer René Robbrecht;
- Mevr. Nathalie de T'Serclaes;
- Mevr. Viviane Jacobs;
- de heer Paul Moens;
- de heer Dominique Harmel;
- de heer Alain Laurent

2° aangesteld door het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

- de heer Serge Moureaux;
- de heer Alain Hutchinson;
- de heer Philippe Smits;
- de heer Guy Vlaemynck;
- de heer Michel Feuillien;
- de heer Christos Doukeridis.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 24. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 november 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
E. DI RUPO

F. 94 — 197

**9 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
arrêtant les statuts de la société publique d'administration des bâtiments scolaires
du Brabant wallon**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret (I) de la Communauté française du 5 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Communauté française du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, notamment l'article 7;

Vu le décret (I) de la Région wallonne du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret de la Région wallonne du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, notamment l'article 8;

Vu l'avis conforme du Gouvernement wallon, donné le 14 octobre 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, du décret constituant la base juridique du présent arrêté, celui-ci doit être adopté dans le mois suivant l'entrée en vigueur du décret;

Considérant que les besoins immédiats de financement de la Communauté française, auxquels il sera notamment pourvu par l'emprunt qui sera contracté par la société dont le présent arrêté arrête les statuts, nécessitent son adoption immédiate;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française, en date du 6 novembre 1993;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dénomination, objet, siège, durée

Article 1^{er}. La société publique d'administration des bâtiments scolaires du Brabant wallon, ci-après « la société », a pour mission exclusive d'assurer, sans but de lucre, l'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par la Communauté française, à l'exclusion de l'enseignement supérieur, qui sont situés dans le ressort territorial de l'arrondissement administratif de Nivelles et dont la liste est dressée par arrêté distinct du Gouvernement.

Par décision du conseil d'administration, la société peut :

1° étendre sa mission à la gestion, à l'acquisition, à la construction, aux travaux de modernisation, d'agrandissement, d'aménagement et d'entretien des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné, à l'exclusion de l'enseignement supérieur ainsi qu'au premier équipement de ceux-ci;

2° à cet effet, acquérir des bâtiments scolaires affectés à l'enseignement officiel subventionné, à l'exclusion de l'enseignement supérieur;

3° assurer la gestion des bâtiments scolaires des provinces et des communes situés dans son ressort lorsque ces dernières lui en confient la gestion par convention.

Art. 2. Le siège social de la société est situé dans un établissement scolaire de la Communauté française à Wavre.

Il peut être déplacé, sur décision du conseil d'administration, dans le ressort territorial de la société.

Aucun loyer ne peut être dû pour l'occupation de l'immeuble affecté au siège social.